

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 11 AOÛT 2025

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2025-047
portant mise en demeure**

Installations Classées pour la Protection de l'environnement

Société VICAT

Commune de Montagnole

La préfète de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le livre I^{er}, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et R. 171-1, et le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement telle qu'elle résulte de l'article L. 511-2 et de l'annexe de l'article R. 511-9 du code susvisé, notamment les rubriques 2510-1, 2515-1 et 2517-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 06 avril 2023 portant autorisation à la société VICAT SA pour le renouvellement de l'exploitation et l'extension d'une carrière de calcaire située sur la commune de Montagnole, et notamment son Titre 3 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques ;

VU les constats formalisés dans le rapport de l'inspection des installations classées du 15 juillet 2025, faisant suite à la visite d'inspection du 09 juillet 2025, transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 17 juillet 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que, le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de regards d'évacuation des eaux pluviales directement reliés au milieu naturel (cours d'eau du Vard) ;

CONSIDÉRANT les observations déjà formulées par le service d'inspection des installations classées lors de sa visite d'inspection de juin 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas remis en cause ces constats lors de la visite d'inspection ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient, conformément aux dispositions du 1^{er} alinéa du point I de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société VICAT de respecter l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 06 avril 2023 relatif à l'interdiction de rejets directs dans le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des constats formulés par le service d'inspection des installations classées, des mesures correctives et préventives doivent être mises en œuvre par l'exploitant afin de garantir l'absence de rejets directs dans le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que la société VICAT a été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception de la copie du rapport du service d'inspection de la DREAL du 15 juillet 2025, dans le cadre de la procédure contradictoire particulière précitée ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La Société Anonyme VICAT (ci-après dénommé l'exploitant) dont le siège social est sis au lieu-dit « Les trois vallons » – 4 rue Aristide Bergès - sur la commune de L'Isle-d'Abeau (38080), exploitant une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Montagnole (73000), est mise en demeure de respecter, sous un mois, les prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 06 avril 2023 portant autorisation pour le renouvellement de l'exploitation et l'extension d'une carrière de calcaire et notamment son article 3.4.1 – Protection des milieux aquatiques.

Article 2 : Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Notification et publication

En vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Article 5 : Délais et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente :

1° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication de cette décision ;

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

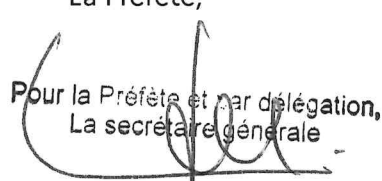
La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Article 6 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à Monsieur le maire de Montagnole.

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
La secrétaire générale
Laurence TUR